

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 15 juillet 2014

Présents :

MM. Galant J., Bourgmestre, Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridant M., Echevins,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Vanderkel A.,
Decamps P., Chanoine V., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C.,
Egels E., Petit N., Conseillers,
Gillard S., Directeur général ff.

Excusés : Senecaut M., Robette-Delputte F., Delhayé J.,

Madame Nathalie Petit intègre la séance après le point 2

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 3 juin 2014 – partie publique – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve le procès-verbal de la séance du 3 juin 2014, partie publique, avec 16 voix pour et 1 abstention.

-
2. **Finances** – Situation de caisse au 27 juin 2014 – **information**

Finances – Compte communal 2013 des services ordinaire et extraordinaire du CPAS – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve le compte communal 2013 du CPAS, services ordinaire et extraordinaire, avec 16 voix pour et 2 abstentions.

-
3. **Finances** – Modification budgétaire n°1 de l'exercice 2014 des services ordinaire et extraordinaire du CPAS – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2014 des services ordinaire et extraordinaire du CPAS avec 16 voix pour et 2 abstentions.

-
4. **Finances** – Fabrique d'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean - Compte 2013 – **avis**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable sur le compte 2013 de la Fabrique, avec 17 voix pour et 1 abstention.

5. **Finances – Fabrique d’Eglise St Barthelemy à Erbaut - Compte 2013 – avis**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable sur le compte 2013 de la Fabrique, avec 16 voix pour et 1 abstention.
Monsieur Chanoine ne prend pas part au vote.

6. **Finances – Redevance pour la délivrance de documents administratifs – adaptation – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l’article L1122-30 et l’article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges qu’entraîne pour l’Administration communale la délivrance de documents administratifs ;

Revu la décision du Conseil Communal du 05 novembre 2013, par laquelle le Conseil arrête les redevances pour la délivrance de certains documents administratifs ;

Considérant l’information reçue par mail du SPF Affaires étrangères le 20 mai 2014, informant l’Administration communale d’une diminution des frais de production des passeports ordinaires ;

Vu l’avis de légalité émis par le Directeur financier en date du 30 juin 2014 ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : à l’unanimité :

Article 1^{er} : Il est établi, pour l’exercice 2014 à 2019, une redevance communale pour la recherche, la confection et la délivrance de documents administratifs par l’Administration Communale.

Ne sont pas visées :

- La délivrance des documents exigés pour la recherche d’un emploi ou la présentation d’un examen ou concours ;
- La création d’une entreprise (installation comme travailleur indépendant à titre individuel ou sous forme de société) ;
- la délivrance des autorisations d’inhumer prévues par l’article 77 du code civil ;
- la délivrance des autorisations d’incinérer prévues par l’article 20 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ;
- La délivrance de pièces relatives à une candidature à un logement agréé par la SWL ;
- La délivrance de pièces relatives à l’allocation déménagement, installation et loyer (ADIL).

Article 2 : La redevance est due par la personne qui demande le document.

Article 3 : La redevance est fixée comme suit :

Redevance pour traitement des demandes de mariages ou de cohabitation légale : 20 €

Redevance pour travaux administratifs spéciaux – recherche généalogiques : 25€/heure avec un minimum de 20€ par dossier

Délivrance de document relevant du CWATUP :

- Certificat d'urbanisme 1 : 20 €
- Certificat d'urbanisme 2 : 20 €

Délivrance de passeports :

- adulte procédure normale : 15 € de taxe communale - 0,5 € de redevance - auxquels s'ajoute le montant à ristourner au Fédéral.
- adulte procédure d'urgence : 20 € de taxe communale - 0,5 € de redevance- auxquels s'ajoute le montant à ristourner au Fédéral.
- enfant de 0 à 12 ans procédure normale : 0,5 € de redevance - auxquels s'ajoute le montant à ristourner au Fédéral.
- enfant de 0 à 12 ans procédure d'urgence : 0,5 € de redevance - auxquels s'ajoute le montant à ristourner au Fédéral.
- enfant de 12 à 18 ans procédure normale : 10 € de taxe communale - 0,5 € de redevance - auxquels s'ajoute le montant à ristourner au Fédéral.
- enfant de 12 à 18 ans procédure d'urgence : 20 € de taxe communale - 0,5 € de redevance - auxquels s'ajoute le montant à ristourner au Fédéral.

Carte d'identité d'enfant de moins de 12 ans :

- Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral.
- Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral.
- Procédure d'extrême urgence : montant à ristourner au Fédéral.

Article 4 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du document.

Article 5 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi selon la procédure prévue à l'article L1124-40, §1 du CDLD, ou devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal.

7. **Finances – Redevance pour la location de salles communales – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, arrêté par le Conseil communal en sa séance du 3 juin 2014 ;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir le présent règlement redevance, compte tenu de la mise à disposition de certaines salles communales contre paiement d'une location ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier n'est pas requis, le montant escompté de l'application de cette redevance étant inférieur à 22.000 € ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une redevance communale sur les demandes de location des salles communales suivantes :

- Salle culturelle Jacques Galant
- Orangerie de la salle culturelle Jacques Galant
- Foyer culturel de Masnuy-Saint-Jean
- Salle des fêtes de Vacresse

Les salles de gymnastique sont mises gracieusement à disposition des habitants de l'entité.

Article 2 : La redevance est due par la personne qui demande la location ou par l'association ou la société que cette personne représente.

Article 3 : La redevance est fixée comme suit :

- **Salle culturelle Jacques Galant**

Pour l'occupation par des associations et sociétés reconnues de l'entité, les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : **300 €**
- par demi-jour : **150 €**

Pour l'occupation par des associations et sociétés reconnues n'appartenant pas à l'entité, les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : **600 €**
- par demi-jour : **300 €**

- **Orangerie de la salle culturelle Jacques Galant**

Pour l'occupation par des associations et sociétés reconnues de l'entité, les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : **150 €**
- par demi-jour : **75 €**

Pour l'occupation par des associations et sociétés reconnues n'appartenant pas à l'entité, les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : **250 €**
- par demi-jour : **125 €**

- **Foyer culturel de Masnuy-Saint-Jean**

Pour l'occupation par des particuliers de l'entité, les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : **125 €**
- par demi-jour : **60 €**

Pour l'occupation par des particuliers n'appartenant pas à l'entité, les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : **175 €**
- par demi-jour : **80 €**

- **Salle des fêtes de Vacresse**

Pour l'occupation par des particuliers de l'entité, les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : **300 €**
- par demi-jour : **150 €**

Pour l'occupation par des particuliers n'appartenant pas à l'entité, les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : **600 €**
- par demi-jour : **300 €**

Article 4 : La redevance est payable au comptant au moment de la confirmation, par le Collège communal, de la réservation de la salle.

Article 5 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes. Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal.

Article 6 : La présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle pour disposition ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier.

-
8. **Finances – Octroi et contrôle des subventions ou des aides octroyées par la commune aux différentes Associations, Sociétés, Asbl et personnes physiques – adaptation du Règlement général d'octroi de primes, subsides ou de mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du conseil communal, ainsi que ses articles L3331-1 à L3331-8 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du 3 août 2010 du Conseil communal, adoptant un Règlement général d'octroi de primes, subsides ou de mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, et donnant délégation au Collège Communal pour la gestion et l'organisation des aides financières, matérielles, logistiques, humaines octroyées aux bénéficiaires potentiels ;

Vu le décret du 31 janvier 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment ses articles 17 et suivants ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 du Ministre Paul Furlan, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Attendu que les pouvoirs locaux soutiennent fortement des activités économiques, sociales ou culturelles sous la forme de subventions, et qu'il est donc essentiel que ces subventions soient utilisées par les bénéficiaires en vue de réaliser effectivement le but pour lequel elles ont été accordées ;

Attendu que diverses Associations, Sociétés et Asbl à caractère philanthropique, éducatif, social, culturel, sportif ou autre, sollicitent régulièrement des aides matérielles, financières, logistiques et humaines dans le cadre de l'organisation d'activités ;

Attendu que de manière exceptionnelle, de telles demandes sont susceptibles d'être introduites par des personnes physiques, relativement à la mise à disposition de matériel destiné à assurer la sécurité ou la salubrité publiques ;

Attendu que, pour autant que la satisfaction des besoins et l'accomplissement des tâches propres à l'Administration communale dans sa mission de service public le permettent, il s'indique de soutenir la vie associative active sur le territoire de la Commune et alentours ;

Attendu que ces demandes doivent être prises en compte tant au niveau budgétaire de la Commune qu'au niveau financier de ces diverses associations, sociétés et Asbl ;

Attendu que pour faciliter le traitement des demandes d'aides matérielles, logistiques, financières et humaines, il est dans les compétences du Conseil Communal de fixer un Règlement général d'octroi des primes, subsides et mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, spécifiant les règles d'attribution de ces aides, les justificatifs à fournir ainsi que les modalités à respecter pour l'obtention de ces aides ;

Attendu que, conformément à l'article L1122-37 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et dans le respect du Règlement général dont question, il est proposé au Conseil communal de déléguer au Collège Communal la gestion et l'organisation de ces aides, ce afin de garantir une gestion rapide, pragmatique et cohérente des nombreuses sollicitations en la matière ;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte raisonnablement de diverses variables pour l'établissement de ce Règlement général, notamment le coût de la main-d'œuvre, le coût de fonctionnement des véhicules communaux et le coût d'amortissement du matériel ;

Considérant que le Règlement général dont question trouvera à s'appliquer indépendamment de l'existence d'éventuelles conventions particulières passées entre le Conseil communal et des tiers ;

Attendu que le Collège Communal s'engage à lister les subventions et aides annuelles octroyées pendant l'exercice budgétaire et de soumettre cette liste à l'approbation du Conseil Communal ;

Considérant que le décret du 31 janvier 2013 précité modifie les seuils à partir desquels des pièces justificatives peuvent ou doivent être sollicitées auprès des bénéficiaires de subventions ;

Attendu que ce même décret du 31 janvier 2013 supprime la tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire sur les décisions octroyant ces subventions, ces dernières restant soumises à la tutelle générale d'annulation simple ;

Attendu que la décision de délégation au Collège Communal sera accordée pour les exercices 2014 à 2019 ;

Vu l'avis de légalité du Directeur financier, remis le 27 juin 2014 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1 : D'adapter le Règlement général d'octroi des primes, subsides et mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, adopté par le Conseil communal le 3 août 2010.

Article 2 : De donner délégation au Collège Communal pour la gestion et l'organisation des aides financières, matérielles, logistiques, humaines octroyées aux différentes Associations, Sociétés, Asbl et personnes physiques pour les exercices 2014 à 2019, et ce conformément aux principes arrêtés dans le Règlement général d'octroi des primes, subsides et mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, repris en annexe de la présente délibération.

Article 3 : D'établir annuellement une liste reprenant les différentes Associations, Sociétés, Asbl et personnes physiques bénéficiant d'aides, et de soumettre cette liste pour approbation au Conseil Communal.

Article 4 : De transmettre la présente résolution à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

Article 5 : De fixer la date d'entrée en vigueur du présent Règlement général à la date d'approbation par le Conseil communal.

-
9. **Urbanisme – Permis d'urbanisme délivré le 20 juin 2014 par le Ministre Philippe Henry pour la démolition d'une habitation et de ses dépendances, ainsi que la construction d'un immeuble de 8 appartements à la Route d'Ath n° 287 à Jurbise – introduction d'un recours communal auprès du Conseil d'Etat et désignation de Maître Mathieu Guiot pour assurer la défense des intérêts communaux – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite par la sprl Trivium, relative à un bien sis à Jurbise, Route d'Ath n° 287, cadastré section B n° 588D3, 588F3 et 588Z2 et ayant pour objet la démolition d'une habitation et de ses dépendances, ainsi que la construction d'un immeuble à appartements ;

Vu la décision du Collège communal du 6 janvier 2014 de refuser le permis, motivée de la manière suivante:

*" **Considérant** que la notice d'évaluation des Incidences sur l'environnement et le rapport urbanistique ne mentionne pas l'existence du Schéma de Structure Communal adopté définitivement par le Conseil communal en date du 26 mars 2013, et entré en application le 3 septembre 2013, alors que le service urbanisme de la commune avait attiré l'attention du demandeur et de son architecte, lors d'un contact préalable, sur son existence et sur l'incompatibilité du projet avec celui-ci;*

***Considérant** que la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ne fait nullement mention des solutions de substitution et d'un résumé non technique pour répondre à l'arrêté n° 222.531 du 15 février 2013 du Conseil d'Etat, qu'aucune alternative conforme au Schéma de Structure communal n'aie été envisagée;*

***Considérant** que le bien se situe en zone d'habitat au plan de secteur de Mons-Borinage;*

***Vu** que le bien se situe en zone d'habitat villageois au Schéma de Structure Communal;*

***Considérant** que les recommandations pour cette zone sont les suivantes: " – la zone est destinée à la résidence. Accessoirement, les activités de commerce, service, artisanat et équipement sont tolérées, pour autant qu'elles soient concomitantes à la fonction résidentielle, soient de petites dimensions, puisse être insérées dans le tissu rural et être compatibles avec le voisinage immédiat;*

- la densité de logement est faible;

- les nouveaux bâtiments s'implanteront toujours en privilégiant la qualité de l'espace-rue;

- les projets de construction ou d'aménagement d'appartements sont exclus;

- la végétation existante est conservée (espaces verts, pâtures et notamment vergers traditionnels) et la plantation de haies d'essences locales et d'arbres isolés ou en alignement (en entrée de village) est encouragée de manière à créer certaines percées paysagères d'une part ou à cerner l'espace-rue d'autre part".

***Considérant** que le projet de démolition d'une habitation de plein pied existante et un garage et annexe pour y construire en lieu et place un immeuble de 8 appartements trois chambres sur trois niveaux avec garages en sous-sol, va très nettement à l'encontre des options territoriales du Schéma de Structure communal et qu'il convient de ne pas y déroger puisqu'un de ses objectifs était notamment de mettre un frein à la prolifération des immeubles à appartements sur l'entité;*

***Considérant** que l'objectif premier du Schéma de Structure Communal est de préserver le caractère rural de la commune;*

***Considérant** que la déclaration environnementale faisant partie intégrante de la délibération du Conseil communal du 26 mars 2013 adoptant définitivement le Schéma de Structure Communal et l'avis de la C.C.A.T.M. ont clairement mis en évidence cet objectif premier et la volonté d'endiguer la construction d'immeubles à appartements et surtout la volonté de ne pas y déroger afin de ne pas créer de précédent juridique ;*

Considérant que la dimension du projet est importante et que son envergure est injustifiée par rapport aux options territoriales du Schéma de Structure Communale et qu'aucune demande de motivation n'a été introduite ;

Considérant que la surface construite au sol est excessive ainsi que la densité de logements prévue, qu'il s'agit là de pure spéculation immobilière ;

Considérant que le projet se situe le long d'une voirie plus que saturée (N56) ;

Considérant que la présente demande propose la création de 8 appartements pour lesquels seulement 14 emplacements de parking souterrain sont prévus ;

Considérant qu'à l'heure actuelle, un ménage dispose en moyenne de deux voitures, qu'il faudrait donc que le projet comporte 16 emplacements de parking ;

Considérant que les emplacements de parking extérieurs font partie de la parcelle de terrain rattachée et appartenant à l'étude du notaire Willems (voir permis délivré en date du 27 mai 2013), indépendante du projet ; qu'ils ne peuvent donc pas être pris en compte dans ce projet sous peine de priver l'étude de ses places de parking ;

Considérant de plus, que les futures habitants de ces appartements ne manqueront pas de recevoir des amis et/ou de la famille, qu'aucun emplacement de parking ne sera disponible pour ces visiteurs et qu'il sera plus que probable que ces visiteurs iront se stationner le long de la route d'Ath au risque de gêner la circulation et d'entraver la visibilité des usagers de cette voirie saturée et dangereuse surtout en période d'affluence du parc Pairi Daiza ;

Considérant que le projet rentre dans le prescrit de l'article 330, 2° du C.W.A.T.U.P.E. ;

Considérant que le projet sera implanté en majeure partie en zone de cours et jardin et qu'il convient de préserver cette zone notamment pour répondre aux recommandations du Schéma de Structure communal pour la zone en question ;

Considérant que le projet ne tient pas compte des articles 414 à 415 du C.W.A.T.U.P.E. sur l'accessibilité du bâtiment aux personnes à mobilité réduite ; "

Vu le recours introduit par la sprl Trivium contre la délibération du Collège communal du 6 janvier 2014 susmentionnée ;

Attendu qu'en date du 27 mars 2014, la Commission chargée d'émettre un avis sur ce recours a entendu les représentants de la Commune de Jurbise et de la sprl Trivium sur ce dossier ;

Vu l'avis défavorable rendu par la Commission d'avis ce même 27 mars 2014 ;

Vu l'Arrêté ministériel de Monsieur Philippe Henry, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, notifié le 20 juin 2014 et reçu le 23 juin 2014, décidant de ne pas suivre l'avis de la Commission et de délivrer le permis d'urbanisme à la sprl Trivium ;

Considérant que conformément à l'article L1242-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le Collège communal est compétent pour intenter les actions en référé ainsi que les actions possessoires, tandis que le Conseil communal est seul compétent pour autoriser l'introduction de toute autre action ;

Attendu que l'autorisation du Conseil communal est requise afin que le recours en annulation de la Commune de Jurbise dans le présent dossier puisse être déclaré recevable ;

Vu la délibération du 30 juin 2014 du Collège communal, décidant de proposer au Conseil communal l'introduction d'un recours en annulation de l'Arrêté ministériel du 20 juin 2014 ;

Considérant qu'il est proposé au Conseil communal de confier la défense des intérêts communaux dans ce dossier à Maître Matthieu Guiot, avocat spécialisé dans les matières urbanistiques et membre de l'Association d'avocats Guiot-Reuliaux, sise chaussée de Louvain 431-F à 1380 Lasne ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'autoriser, conformément à l'article L1242-1, alinéa 2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le Collège communal à introduire un recours en annulation contre l'Arrêté ministériel du 20 juin 2014 de Monsieur Philippe Henry, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité.

Article 2. - De confier la défense des intérêts communaux dans ce dossier à Maître Matthieu Guiot, de l'Association d'avocats Guiot-Reuliaux, sise chaussée de Louvain 431-F à 1380 Lasne.

Article 3. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

10. Question(s) orale(s)

Aucune question n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

Huis clos

PAR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,

La Bourgmestre,

Stéphane Gillard

Jacqueline Galant